

L'Europe et les périphériques en crise. Par Maurice Baslé. Chaire Jean Monnet.

Qu'est-ce qui réunit la Grèce, le Portugal, l'Irlande, les Antilles, la Réunion, les finistères, la Laponie, les pays de l'est européen, le 93... et la Lozère ? Leur caractère périphérique, c'est-à-dire loin du cœur, loin du centre. La périphéricité peut être maritime (la Bretagne, le Portugal, l'Irlande), océanique (les ultra-marins d'outre-mer), ilienne (la Corse, la Sardaigne), politico-géographique (la Grèce face à la Turquie), montagnarde (les massifs), banlieusarde (phénomènes de ghetto urbain), elle a souvent, malgré de brillantes réussites comme en Bretagne, des caractères en commun : pas assez d'investissement direct local, pas assez de micro-finance locale (sauf dans le cas de zone franche), pas de rentrées d'impôts ; des naissances souvent, des jeunes certes mais aussi, des volontés ou des nécessités de quitter, d'émigrer pour rejoindre les métropoles plus dynamiques en emplois et faire sa vie ailleurs ! (Allemagne pour les polonais, Brésil pour les portugais par exemple).

« Aide toi et le Ciel t'aidera », dit-on ! C'est vrai que, en périphérie, l'épargne locale devrait être mise au service des projets locaux : le réinvestissement local des dividendes devrait être le signe d'une stratégie d'ancrage territorial des firmes et de leurs actionnaires familiaux ou autres. Les plus jeunes pourraient devenir auto-entrepreneurs locaux dans leur région d'origine, aux banques régionales d'investissement de leur faire confiance. A eux d'inventer sur quel créneau de produit ou de service ils peuvent prendre une responsabilité d'entreprise (à responsabilité sociale et territoriale). C'est un ensemble de conditions qu'il faudrait réunir désormais en Grèce par exemple. Mais au-delà de cet auto-développement, que peut faire l'Union européenne ?

L'Union européenne à 27 Etats-membres comprend 323 régions. Elle ne consacre que 0,4% de son PIB à faire, à son niveau, de la solidarité européenne structurelle. Même au service d'une stratégie de rééquilibrage et bien ciblés, même accompagnés par des fonds nationaux ou régionaux, ces fonds sont aujourd'hui très insuffisants et pas seulement pour la Grèce et le Portugal ! Il faut sans nul doute un budget européen donc un impôt confédéral, (part de l'impôt sur les bénéfices des entreprises ou taxe sur les transactions financières ?). Demandons aussi que l'Etat de droit soit renforcé en périphérie pour lutter contre la fraude fiscale et construire un avenir dans l'éducation, la santé, les nouvelles technologies, et pour faire mieux pour la génération montante que des aides sans objectif stratégique, des zones franches et autres échappatoires. C'est ainsi que l'on pourrait créer la croissance de demain **à partir** des régions les plus périphériques !